

Les suites de Bejisa

POUR LA CRÉATION D'UN SERVICE PUBLIC DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis de nombreuses années, le PCR propose de structurer un service d'intérêt public dans l'environnement. Le passage de Bejisa vient rappeler l'importance d'un tel service pour la population.

Tout au long de l'alerte cyclonique et les jours suivants, le nombre de foyers privés d'électricité et d'eau était la chronique de l'évolution de la situation. 10 jours après le passage de Bejisa, le réseau électrique est rétabli, et l'eau coule à nouveau au robinet de tous les abonnés. Mais un autre chantier est en cours, il est considérable, c'est la remise en état de tous les sentiers de randonnée. Jusqu'à la sécurisation totale de chaque itinéraire, son accès est interdit. C'est un manque à gagner important car les activités de pleine nature représentent un secteur économique dans notre île. Nombreux sont les touristes qui viennent à La Réunion non pas pour les plages et le soleil, mais surtout pour parcourir les sentiers de Mafate, admirer le lever de soleil depuis le sommet du Piton des Neiges, ou découvrir le paysage lunaire du volcan. Si pour cette dernière région, les sentiers sont praticables car sans arbres autour, ce n'est pas le cas de ceux qui serpentent dans les forêts. Bejisa n'était pas un cyclone intense, il a pourtant fait des dégâts considérables.

Des sentiers à sécuriser

Des travailleurs vont alors passer des semaines à explorer tous les sentiers balisés, répertorier toutes les branches menaçant de tomber, sécuriser le parcours et enlever les arbres encombrant le passage. Nul doute que si un nombre plus important de Réunionnais était formé pour réaliser ce travail, le délai avant le retour à la normale



Un aperçu des dégâts infligés à l'environnement par le passage du cyclone Bejisa.

serait plus court, ce qui pénaliserait moins l'activité économique. La Réunion connaîtra encore d'autres cyclones, et sans doute ils seront plus puissants avec des dégâts encore plus graves pour les forêts et les sentiers de randonnée. Ce travail peut faire partie d'une des missions d'un service d'intérêt public de l'environnement. Les branches cassées sur les lignes électriques, et les débris végétaux sont une autre conséquence visible du passage de Bejisa. Manifestement, nombreuses sont les personnes qui n'ont pu, faute de moyen ou à cause d'un déficit de l'entraide, faire élaguer les arbres dans leur cour. Là aussi, ce travail pourrait être réalisé par ce service d'intérêt public, pour les personnes qui n'ont pas de revenus suffisants pour payer un prestataire privé.

Des emplois à pérenniser

Le projet d'un service d'intérêt public dans l'environnement répond à une demande. La Réunion est une île tropi-

cale, son environnement naturel est une de ses principales richesses. D'un autre côté, le chômage dépasse le seuil de l'intolérable, et plus de 160.000 Réunionnais sont inscrit à Pôle emploi, dans l'espoir d'un travail durable. C'est pourquoi une des propositions du PCR vise à structurer un service d'intérêt public dans l'environnement. Souvent, ces missions sont remplies par des travailleurs en contrat précaire, c'est une des sources du clientélisme électoral. Ce service d'intérêt public veillerait donc d'une part

à coordonner les actions, et d'autre part à pérenniser ces emplois par une autre gestion des ressources humaines. Les recrutements seront assurés par une instance paritaire rassemblant les employeurs, les financeurs et les travailleurs. Cette professionnalisation donnera une perspective d'avenir à des dizaines de milliers de travailleurs condamnés aujourd'hui à supplier pour avoir un travail. Ils seront les fers de lance de la valorisation de l'environnement naturel de La Réunion.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Quelles leçons ont tiré le Directeur d'EDF et le Président du SIDELEC du passage de Bejisa?

Le passage du cyclone Besija a révélé plusieurs carences dont la plus importante: celle d'EDF. Les Réunionnais ont l'habitude des cyclones. C'est la première fois qu'il y a une telle disproportion entre la faiblesse du météore et les conséquences électriques. Le chiffre de plus de 170.000 foyers privés d'électricité a été publié. Déjà, les jours précédents, toute La Réunion était en panne en raison d'une ligne à haute tension foudroyée. Le cyclone n'était pas encore là. Comment les Réunionnais et les entreprises peuvent-ils se satisfaire des seuls propos du Directeur d'EDF, qui n'avait pas cessé d'égrener le nombre de foyers en difficulté?

En effet, peut-il évaluer l'impact économique dû à ses carences? Peut-il estimer la quantité de nourriture jetée à la poubelle par les particuliers et les entreprises? Les médias devraient donner la parole plus souvent aux victimes pour dire la vérité. Nous étions en plein préparatif des fêtes du Nouvel An. Les frigidaires et congélateurs étaient remplis. C'était aussi la période des grandes cérémonies religieuses, comme la marche sur le feu.

Une simple extrapolation à raison de 5 Kilos de marchandises jetées par foyer conduit à 5x170 000, soit 850 tonnes! Nous avons même entendu la maire de Saint Paul expliquer la rupture de la distribution d'eau par la carence en électricité qui ne pouvait plus alimenter les pompes et autres mécanismes. On attendait qu'elle intervienne à l'Assemblée nationale pour dénoncer ces défaillances qui ont causé des préjudices en chaîne et porter plainte. Non seulement, le directeur d'EDF ne s'est jamais expliqué sur ces accusations mais il peut dormir sur ses 2 oreilles en attendant le prochain cyclone et le cortège d'indignations qui seront proférées par les mêmes élues.

Il n'y pas que le Directeur d'EDF qui a des comptes à rendre aux Réunionnais, il y a aussi le président du SIDELEC qui, depuis peu, s'est taillé un paletot de chef de l'électricité. Fraîchement installé dans un nouveau siège à Sainte-Suzanne, quelles leçons a-t-il retenu de cette catastrophe électrique? S'il est chargé de la politique d'électrification rurale, que va-t-il faire pour que pareilles bêtises ne se reproduisent plus? Lui aussi parle beaucoup dans les médias. Si tout ce beau monde était efficace, la population n'aurait pas eu à souffrir durant plusieurs jours.

J.B.

Monde

La crise politique persiste à Bangkok

Des manifestants ont débuté lundi 13 janvier leur opération de «paralysie» de la capitale de Thaïlande, Bangkok. Plusieurs intersections sont bloquées et le centre ville est quasiment déserté. L'objectif: la démission de la Première ministre Yingluck Shinawatra.

Des dizaines de milliers de personnes, vêtus du T-shirt «Bangkok shutdown» («Paralysie de Bangkok»), participent au blocage. «Nous menons notre révolution populaire, nous n'appelons personne à faire un coup d'État», a assuré le meneur des manifestants Suthep Thaugsuban. De leurs côtés, les partisans du gouvernement, dits «chemises rouges», n'ont pas organisé de manifestation afin d'éviter des échauffourées «auxquelles leurs opposants les plus radicaux aspirent», a indiqué l'AFP.

«Révolution populaire»

Des manifestants se trouvent également devant le centre commercial incendié lors de la dernière grande crise politique en Thaïlande, en 2010, qui s'était soldée par le décès de plus de 90 personnes. Suthep Thaugsuban est poursuivi pour «meurtre» pour la répression des manifestations de 2010, au moment où il était au gouvernement. Depuis plus de deux mois, les milliers de manifestants, muni

du drapeau national devenu le symbole de leur manifestation, protestent contre le gouvernement en place. Soutenu par le principal parti d'opposition, le Parti démocrate, dont est issu Suthep Thaugsuban, les 40.000 manifestants comptabilisés ont décidé de camper dans les rues de Bangkok. En grande majorité composée des manifestants du sud de la Thaïlande, fief des Démocrates, les habitants de Bangkok étaient peu nombreux, selon l'Agence France Presse. Les opposants au gouvernement ont annoncé la prolongation de leur opération de paralysie jusqu'à ce qu'ils qualifient de «victoire», c'est-à-dire la fin du «système Thaksin», frère de Yingluck Shinawatra, Premier ministre. Son frère, ancien Premier ministre a été renversé par un coup d'État en 2006, et continue malgré son exil d'être le sujet de tension des manifestants, qui l'accusent de gouverner à travers sa sœur, a noté l'AFP. En cas de violence, les autorités ont prévenu qu'elles étaient prêtes à déclencher «l'état d'urgence» à Bangkok, où près de 20.000 poli-

ciers et soldats sont mobilisés autour des manifestants.

Empêcher les législatives

Les «chemises jaunes» anti-Thaksin ont demandé à l'opposition de «respecter leur vote», en empêchant les législatives anticipées du 2 février, proposées par Yingluck Shinawatra pour tenter de sortir de la crise. Ces opposants veulent un «conseil du peuple» non élu, laissant craindre des atteintes démocratiques. D'autant plus que le Parti démocrate a appelé au boycott du scrutin, poussant un peu plus le pays dans la crise politique. Face aux tensions persistantes, des rumeurs relayées par les médias thaïlandais et étrangers laissent à penser que le commandant des forces armées le Général Prayuth Chan-ocha pourrait faire intervenir l'armée, comme en 2006. Pour le professeur de sciences politiques à l'université Shukhothai Thammarat, Yuttaporn Issarachai, cité par le Wall Street Journal, «le gouvernement est un peu

coincé. S'il a recours à la force, il perdra sa légitimité... mais le gouvernement doit également faire attention à ne pas se laisser déborder par les manifestants, et les laisser faire n'importe quoi au mépris de l'Etat de droit».

De son côté, le gouvernement maintient le cap pour le moment même si certains membres de la commission électorale ont demandé à la Première ministre à repousser la date des élections, au 4 mai prochain. Une proposition rejetée par la cheffe du gouvernement qui devra faire face à l'absence de candidature dans huit circonscriptions du sud du pays. Un problème qui pourrait faire vaciller les élections du 2 février prochain car ces circonscriptions représentent de nombreux élus qui absents ne empêcheront la formation d'un nouveau gouvernement. En effet, le quorum ne serait pas atteint car 95% des députés doivent en effet siéger à l'Assemblée nationale pour permettre la nomination d'un nouveau Premier ministre.

Répression d'un mouvement de protestation

Madagascar : un étudiant décède, de nombreux blessés

Vendredi dernier, une manifestation d'étudiants a été sévèrement réprimée. Des membres de l'EMMO REG ont tiré à balles réelles sur des manifestants. C'est un drame pour tout le pays.

Dans un article publié sur le site de «l'Express de Madagascar», il est fait état des conséquences de la violence de la répression, voici quelques extraits:

«L'étudiant Emilien Tianjarafitia Tiamanajakoto, 3e année en Institut de biologie appliquée, a finalement succombé à ses blessures dans la nuit du samedi soir au service de réanimation du CHU Androva. Cet étudiant était touché par deux balles réelles par les forces de l'ordre à l'abdomen, vendredi dernier au campus Ambondrona suite à une fusillade. Il était parmi les cinq étudiants blessés à subir une intervention chirurgicale. Son corps sera acheminé à Bealanana région Sofia

ce jour. Une veillée a eu lieu au campus de l'université, hier. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Hilaire Etienne Razafindhibe, celui de la communication Harry Rahajason ainsi que le ministre de la pêche, Sylvain Manoriky étaient au chevet des malades samedi après-midi. Ils ont ainsi remis une enveloppe de 150000 ariary à chacun des patients. Les onze autres étudiants sont encore retenus au service des soins à l'hôpital. Ce dernier dirigé par le professeur Odilon, directeur du CHU, a pris en charge tous les frais d'hospitalisation des étudiants blessés. Par ailleurs, des dizaines d'autres étudiants blessés étaient recensés au campus. Ils

ont déclaré avoir été soignés à l'hôpital Loterana à Antanimandany, par peur de représailles. La situation au campus est revenue petit à petit à la normale

seulement hier dimanche matin. Les étudiants appréhendaient encore de revenir sur les lieux et sont restés en ville chez des connaissances et familles.»

Manifestation contre l'exclusion de 14 étudiants

Pour sa part, «Midi Madagascar» explique les revendications des étudiants:

«Selon des sources estudiantines, leurs revendications tournent sur trois dossiers : logements, présence des hommes appartenant à une société de protection civile qui ont blessés plusieurs de leurs camarades le mois d'octobre de l'année dernière et surtout le retour de 14 étudiants frappés par une mesure universitaire. Montrés comme meneurs de grèves, ces individus ne pourront plus fréquenter les établissements universitaires du pays»

Après les Philippines, les Tonga subissent le plus violent cyclone de leur histoire

Des cyclones plus intenses et dévastateurs

Les changements climatiques ont entraîné une intensification des catastrophes naturelles, particulièrement lors des saisons de mousson, notamment dans l'Océan Pacifique, où les Philippines sont régulièrement touchées par des typhons. Les Tonga viennent de subir elles aussi un cyclone violent.

En novembre 2013, les Philippines ont été frappées par Haiyan, le typhon le plus puissant jamais enregistré dans le pays, avec des vents de plus de 300 km heures, quatre mois plus tard, les Iles Tonga sont touchées par le plus important cyclone de leur histoire.

«Un fonds de survie»

Face à l'ampleur des phénomènes au cours des dernières années, le gouvernement des Philippines a mis en place un «fonds de survie» afin de «combattre le réchauffement climatique» et «indemniser les agriculteurs». Créé en août 2012, le fonds était alors doté de 19 millions d'euros, destiné également à financer des projets d'infrastructures aux Philippines. Le pays est régulièrement touché par des typhons et des inondations meurtriers

qui causent des dégâts matériels considérables.

«Nous avons maintenant les moyens de rendre nos terres plus sûres contre les effets croissants du changement climatique», avait déclaré la vice-présidente de la commission parlementaire sur le changement climatique, Mary Anne Lucille Sering. La loi servira à financer des investissements dans la gestion de l'eau, les systèmes de prévision et d'alerte pour les catastrophes naturelles. Elle permettra également de prendre en charge les assurances agricoles en cas de dégâts infligés aux cultures. En dépit de toutes ces mesures annoncées, les Philippines ont dû faire face au typhon le plus violent et dévastateur à avoir touché terre. Selon une étude publiée par Maplecroft, les Philippines est à la seconde place du classement des 67 pays les plus exposés aux événements extrêmes liés au réchauffement climatique, comme les

tempêtes, les inondations ou les sécheresses.

Une zone très touchée

D'ailleurs, les inondations qui ont frappé le pays en août 2012 avaient déjà submergé 80% de la ville de Manille et fait des dizaines de morts. De nombreuses régions agricoles autour de la capitale ont été dévastées par ces inondations. Par la suite, Hainan, super-typhon de catégorie 5, a donné des vents de 230 km/h à 315 km/h. Cette catastrophe aura fait plus de 5.000 victimes et plus de 1.700 disparus. Les Iles Tonga, dans la zone Sud du Pacifique, ont été dévastées par un cyclone de catégorie 5. Près de 70% des maisons et des bâtiments des îles Ha'apai, dans le nord de l'archipel, où vivent 8.000 personnes, ont été détruites, a indiqué aux médias le chef de l'armée, Satisi Vunipola. Des vents soufflant à plus de 200 km/h ont balayé les côtes et



Les Philippines ont été durement touchées par le cyclone. Pour venir en aide aux agriculteurs sinistrés, le gouvernement de ce pays a mis sur pied un fonds de survie.

«tout ce qui se dressait sur l'île a été endommagé, qu'il s'agisse d'immeubles, de cultures, de routes ou d'infrastructures», a déclaré Ian Wilson, un responsable des secours néo-zélandais. L'intensité de ces phénomènes

est souvent pointée du doigt par les scientifiques, qui ont expliqué que le réchauffement climatique entraîne une augmentation du nombre et de la magnitude des catastrophes naturelles. Des alertes de nou-

veau lancées par le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui a affirmé que 95% des activités humaines sont la principale cause du réchauffement climatique.

Exploitation de l'Arctique et utilisation du pétrole de schiste

Des décisions vont aggraver le changement climatique

Le réchauffement climatique va s'accélérer, c'est la conséquence de plusieurs décisions prises.

Depuis le 19e siècle, les pays occidentaux ont commencé à utiliser massivement du charbon et du pétrole pour faire fonctionner leurs industries. C'est le point de départ des émissions importantes de gaz à effet de serre, qui ont provoqué le réchauffement global de la température moyenne de la Terre. Cela a pour effet de faire reculer la banquise des régions polaires. Il n'est plus rare aujourd'hui que le Pôle Nord soit libre de glace. Cette situation est en train de changer la donne au niveau des routes maritimes

avec l'ouverture du passage du Nord-Est. Plutôt que de passer par Suez et l'océan Indien, la route entre l'Europe et l'Asie est beaucoup plus rapide par l'océan Arctique, et garantie sans pirates.

Accès au pétrole

Le recul des glaces de l'Arctique rend plus accessibles les immenses ressources naturelles jusqu'alors hors de portée des appétits des dirigeants occidentaux. Sous l'océan Arctique doivent se situer d'importantes réserves de pétrole et de gaz. A la différence de l'Antarcti-

que, aucun traité international n'interdit l'exploitation commerciale du sous-sol. Les Etats-Unis ont pris une longueur d'avance, avec l'exploitation du pétrole de l'Alaska. De plus, un gazoduc reliera en 2018 l'Alaska à l'Alberta au Canada. L'objectif est d'alimenter une partie des Etats-Unis avec le gaz pompé dans l'Arctique. Un autre gazoduc va aussi bientôt être opérationnel, c'est celui de la vallée de Mackenzie du Canada: la mer de Beaufort dans l'Arctique, et l'Alberta. La Norvège a commencé à tirer profit d'un forage au large de la Laponie. Un

immense projet est prévu à 550 kilomètres des côtes russes, dans la mer de Barents. Des sociétés russes, américaines, norvégienne et françaises sont sur les rangs pour exploiter une poche de gaz qui sera reliée à l'Europe par un gazoduc allant de Mourmansk à l'Allemagne, en passant par le fond de la mer Baltique. Toutes ces infrastructures ont pour but de faciliter la consommation d'énergies fossiles, qui produisent des gaz à effet de serre. Elles vont contribuer à aggraver le réchauffement climatique, et donc à accélérer la crise.



L'océan Arctique est un immense territoire qui attire les convoitises.

Di sak na pou di

Quand on essaye de faire voter les morts au Port

Dans le cadre de la campagne municipale actuelle dans ma chère ville du Port, comment faire du neuf avec du vieux? L'opposant ex adjoint au Maire sortant a trouvé la solution dans... les cimetières de la Ville.

Il est vrai que le besoin urgent d'un centre funéraire (qui n'existe pas dans l'Ouest) se fait sentir, encore plus au Port où une majorité de famille vit en habitation collective. Cependant, il ne faut pas que n'importe quel inventeur d'eau tiède débarque et fasse croire à

la population qu'il va sortir de son pantalon Armani LA solution qui va régler tous les problèmes de la Ville. Pour preuve: ce projet de création d'un espace de recueillement pour les veillées mortuaires est en cours de réalisation par les services techniques de la Municipalité, et sera opérationnel dans les prochains mois (après renseignement pris auprès des services de la Ville). Alors faire croire aux Portois qu'il réalisera ce projet, c'est usurper sa dernière fonction d'Adjoint pour laquelle il a largement usé de la Municipalité au service

de ses seules ambitions personnelles.

Olivier Hoarau n'avait il pas voté systématiquement et glorifié toutes les orientations et réalisations de l'actuel Maire Langenier et de son équipe? Difficile de faire dans le renouveau quand on a été dans le passé... Alors on fait de la com (morbide)... gros doigts!

On voit que le candidat PLR a du mal à apporter de la nouveauté ou une once de renouveau dans son programme. Il ne fait que reprendre point par point ce qui a été prévu par ses anciens camarades...

Il ne faudrait pas que cette campagne sombre dans les pires moments de la désinformation, de la fraude intentionnelle pour usurper les voix des électeurs et les tromper. On se rappelle alors de cette époque au Port, où on allait dans les cimetières pour récolter les noms des morts et les inscrire sur les listes électorales en les faisant voter frauduleusement. Non! Les Portois n'oublieront jamais ces épisodes et resteront fidèles à ceux qui sont honnêtes dans leur idéologie politique.

Alain Sévagamy

Honte a ces candidats qui ne reculent devant rien !

Al'approche des élections municipales, et pour tenter de racoler quelques voix, certains candidats ne reculent devant

rien. Ils n'hésitent pas à sombrer dans le ridicule, allant jusqu'à exploiter des événements malheureux, la détresse des familles,... pour espérer arriver à leur fin.

C'est le cas à Saint-André où le 20 décembre, le maire inéligible, vêtu tel un clown, d'une sorte de casque et d'un T-shirt, bariolés «Made South Africa», accompagnée de son épouse imposée candidate (mais refusant d'être maire en cas d'élection!), a profité de la disparition de Nelson Mandela pour faire son (leur) numéro sur la place de la mairie. Non sans avoir pris soin de faire procéder la veille, à une distribution, toujours à propos de Mandela, d'un tract pitoyable, dans les boîtes aux lettres de la ville, signé «courageusement», C.Fruteau...(!)

C'est Serge Camatchy «le providentiel» qui se réveille ce lundi 6 janvier et découvre, tout ébahi, des gens faisant la queue devant les bureaux de la Cise, et s'insurge, alors que cela dure depuis des années, aux dates régulières de règlement des factures! Pourquoi n'a-t-il jamais réagi? Serge Camatchy ignore sans doute, qu'il y a très souvent aussi des files

d'attente interminables devant la CGSS, l'EDF et surtout sur les trottoirs de la Perception de la Rue de la Gare, aux dates d'échéances de paiement des impôts. Il est vrai que ces désagréments auxquels est confrontée la population de Saint-André ne semblent pas émouvoir le maire actuel, en fonction pour encore quelques semaines. Mais tout de même, l'approche des élections n'autorise pas des gestulations tous azimuts.

Par ailleurs, comment ne pas être écoeuré par la pitoyable opération médiatique d'Aline Murin, là-bas, du côté de Sainte-Suzanne, exploitant la détresse d'une famille au lendemain du passage du cyclone? Ou encore la récente prestation de Daniel Alamelou et ses deux acolytes.

Honte à ces gens-là.

Paul Dennemont,
Saint-André

Otété!

Kan Madégaskar nora 55 milyon demoun, Nou nora in n'ot kalité rogar dsi zot !

Na in n'afèr mi siport pa, sé sak i apèl rasis. Pou kosa? Pars dann mon famiy la touzour di amoin, sa la pa bon. Arzout èk sa moin la konète ali isi La Rényon, moin la konète ali osi dann péi déor. Na in bon koup de tan moin la gingn lokazyon pass dann in péi l'avé lo ban pou blan, lo ban pou koloré, magazin pou blan magazin pou koloré. Mèm dann légliz, moin la parti fé in pti sign do kroi lété konmsa. Donk nou lé dakor épi lo rasism sa lé pini par la loi, boudikont in déli, konm i di.

Pètète zot i pans mi sava anparl azot Dieudonné? La pa lo ka, pars mi èm pa koz san réflèshi... Sak mi vé anparlé, é moin la antandi, sé lo ka in moun l'outre-mèr la parti travay dann bann shantyé naval dan La frans é aforstan demoun téi moukat ali, li la afayi si tèlman li la rant dann in dépréson. Sa lé vré pou vréman pars son l'avoka la fé kondane l'antropriz pou arsèlman moral é la transform son démisyon-pars lo ga té blijé démisyoné!-an lisansiman.

Dsi Facebook, moin la vi in zafèr i fé pa rir. L'afèr in moun la pète in kab dan la post épi la mète a angèl bann zétranjé, bann malgash dann ta. In moman, partou bann rényoné té i mal parl bann maoré, épi bann komorien. Zordi moin na konm lo linpréson sa lé in pé moin for mé pètète mi tronp, mé sak mi koné sé lo rasism kont malgash la goumant inn-dé kran. Pou kosa, Alé savoir pars jir bann malgas sé jir anou nou mèm vi k'la plipar rant nou nana in lansète malgash, zésklav ou sinonsa zangazé. L'èr-la in lidé i vien dann mon tête: in tan l'avé sak té i apèl bann lib dé koulèr ébin figir azot banna lété rasis vèy pa koman.

Moin lé a d'mandé kan demoun i kritik malgash si dann fon zot kèr zot i roprosh pa in pé zansète an avoir été pov, zésklav ou sinonsa zangajé pou an avoir pa fé sort azot dirékto dann la kuis Jupitèr. Sé in l'idé dan moin! Sé in késtyon dan moin! Solman zordi nou lé l'ané 2014, é kan v'ariv 2050 nora 55 milyon demoun Madagascar, é lo péi nora- mi espèr!- fine lèy la tête. l'èr-la nout désandan, moin lé sir, va oir Madégaskar in n'ot fason,..sa lé sir!

Justin

Le 8 février

Dîner dansant de la section PCR de Saint-Denis

La section PCR de Saint-Denis organise un dîner dansant le samedi 8 février

Au restaurant Le Jardin des Parfums
71 boulevard de la Providence, en face du supermarché Auchan (ex Super U)
À partir de 20 heures
Tarifs: 35 euros par adulte, 20 euros pour les moins de 12 ans

Contacts: Alain Gravina 0692 79 96 19 - Saffre Richeumont 0692 24 71 06 - Georges Gauvin 0692 60 71 14 - Christian Balou 0692 91 11 82